

# L'INSEE dans les pas de la Commission Stiglitz ?

Jean-Marie Harribey

23 juin 2010

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2010/06/23/l-insee-dans-les-pas-de-la-commission-stiglitz>

L'Institut national de la statistique et des études économiques vient de publier un dossier « [Les préconisations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi : quelques illustrations](#) » rédigé par Marie Clerc, Mathilde Gaini et Didier Blanchet.

Le dossier est une bonne traduction des thèmes abordés par la Commission Stiglitz qui avait rendu son rapport en septembre 2009. Mais, il relève assez largement des [commentaires](#) qui en avaient été faits à l'époque. Pour ne pas répéter trop de choses, je me borne à indiquer ici quelques points.

## 1. Le contenu du PIB et l'évaluation des services non marchands

Les auteurs reprennent à leur compte une idée, qui pourrait paraître pertinente à force d'être ressassée, mais qui ne l'est peut-être pas. Que disent-ils ?

*« Tout d'abord, le mode de calcul du PIB est surtout approprié pour les biens et services marchands valorisables à leur prix de marché. Il faut alors faire la part entre l'évolution des prix qui résulte de la seule inflation et celle qui traduit une montée en qualité et donc une possible augmentation du bien-être. Le problème se pose notamment pour les biens dont la nature évolue rapidement, tels que les biens de haute technologie. Il se pose aussi de manière particulièrement marquée pour les services : la règle généralement adoptée par les statisticiens consiste à retenir le volume de ventes comme mesure des volumes des services commerciaux.*

*Or, par construction, cette méthode ne peut rendre compte de tous les aspects liés à la qualité du service (comme l'accessibilité du magasin ou le niveau des prestations fournies par le personnel), qui peut évoluer dans le temps ou différer d'un magasin à un autre.*

*Dans le cas des services publics tels que la santé et l'éducation, la difficulté est encore plus grande car ils sont fournis à titre gratuit. Ils n'ont donc aucun prix qui puisse servir à les valoriser.*

*Pour remédier à ce manque, les comptables nationaux retiennent en niveau l'approche dite par les inputs ou les intrants. La valeur de la production de ces services est supposée égale au coût des facteurs utilisés pour les produire.*

*En valeur, cette méthode repose sur une hypothèse que l'on peut considérer comme acceptable : celle que les services publics ne dégagent pas de profit (plus précisément, leur excédent net d'exploitation est posé comme nul). Un débat subsiste néanmoins entre spécialistes pour savoir s'il conviendrait ou non de prendre en compte dans l'évaluation des coûts non seulement la consommation de capital fixe (ce qui est fait), mais aussi un coût d'opportunité du capital immobilisé (ce qui n'est pas fait).*

*En revanche, en volume, et notamment lorsqu'on veut appréhender le service rendu en évolution, la méthode des inputs est peu satisfaisante car elle ignore notamment les gains de productivité et les améliorations du service proposé. »*

Ce qui gêne le plus les comptes nationaux, c'est qu'on ne puisse évaluer par la méthode du coût des facteurs les « services » rendus par les... services et en particulier par les services non marchands. Cette difficulté témoigne de l'impasse théorique dans laquelle sont enfermés tous ceux qui sont pétris de culture économique néo-classique et qui n'ont jamais accepté l'idée de la dissociation définitive entre valeur d'usage et valeur économique. Jamais on ne pourra faire entrer ni dans les prix de marché, ni dans les coûts de production des services marchands ou non, ni dans la productivité la qualité, le « service rendu ». Les comptes nationaux et les économistes qui croient buter sur une difficulté inédite avec les services se sont-ils posé la même question à propos des « services rendus » par l'automobile quand ils calculent la valeur ajoutée de l'industrie automobile ou bien celle de l'agriculture productiviste ? Les prix de marché des marchandises (biens ou services) sont calculés par les entreprises en multipliant leur coût de production par  $1 + \text{taux de profit ou de marge}$ . Et, dans le cas des services non marchands, le taux de profit étant nul, il ne reste que le coût de production.

Où est le problème ? Dans la tête de tous ceux qui croient qu'on peut réduire le bien-être, la satisfaction, la valeur d'usage à une quantité de monnaie. Par charité cette fois-ci, je ne dirai rien du regret exprimé à leur tour par les trois auteurs de l'INSEE, à la suite de Stiglitz-Sen-Fitoussi, de ne pouvoir compter dans le PIB les loisirs ou le travail domestique.

## **2. Le problème de la soutenabilité**

L'INSEE met le doigt sur les risques que comporte la réduction de tous les éléments du bien-être présent et futur à du capital (capital économique, capital social, capital humain, capital naturel). Cette réduction est à la base de l'indicateur proposé par la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée : on part du stock d'épargne brute nationale duquel on soustrait la dépréciation du capital technique et celle du capital dit naturel, et auquel on ajoute les investissements nets en formation. Cet indicateur est fondé sur l'hypothèse de substituabilité entre ces formes de capital. L'INSEE rappelle que cette hypothèse n'est pas tenable. Mais alors, l'épargne nette ajustée ne peut pas être un véritable indicateur de soutenabilité. On n'est donc pas fondé à appeler à poursuivre les investigations dans ce sens.

Le fait de dissocier la soutenabilité économique, que serait censée mesurer l'épargne nette ajustée, et la soutenabilité environnementale montre que le concept de soutenabilité est détourné de son sens premier qui est défini par la capacité de durer socialement *et* écologiquement.

Cette idée de désagréger le concept même de soutenabilité est liée à l'incapacité de penser simultanément le bien-être des générations présentes et celui des générations futures. Malgré ses limites, le Rapport Brundtland (1987) avait tenté une synthèse qui est aujourd'hui délaissée. Pourtant, la gravité de la crise du capitalisme mondial devrait être l'occasion de comprendre combien les multiples dimensions de cette crise sont reliées : du financier à l'économique, du social à l'écologique, et du politique au culturel.

Les auteurs restent finalement prisonniers de l'idée que ce sont les prix de marché, ou des prix faits de toute pièce comme si un marché existait, qui sont les meilleurs juges de l'économie, du bien-être et de l'épuisement des ressources.

### **3. Ne faisons pas la fine bouche**

Le dossier de l'INSEE nous donne une indication intéressante pour le débat actuel sur les retraites. En 2006, l'espérance de vie à la naissance était en France de 84 ans pour les femmes et de 77 ans pour les hommes. Mais l'espérance de vie en bonne santé n'était que de 64 ans pour les femmes et de 62,5 ans pour les hommes. Pas étonnant qu'on veuille nous faire travailler jusqu'à cet âge-là. Merci à l'INSEE qui, malgré ses défauts, est irremplaçable.

25 juin 2010

[...] L'INSEE dans les pas de la Commission Stiglitz ? Alternatives économiques, 25 juin 2010. « L'Institut national de la statistique et des études économiques [...]

24 juin 2010

Très intéressant. | Les chiffres INSEE sur l'espérance de vie en bonne santé semblent différer de ceux de l'OMS, qui indique 69.3 ans d'espérance de vie en bonne santé à la naissance (pour les hommes, en France). Les chiffres OMS que j'ai trouvés sont de 2002, il y aurait donc eu une chute inquiétante en 2006 ! Le chiffre pertinent pour les réflexions sur la retraite n'est-il pas celui de l'espérance de vie en bonne santé à 60 ans ? Selon l'OMS encore, il est de 16.6 ans pour les hommes en France. Source : <http://www.who.int/entity/healthinfo/statistics/gbdwhr2004hale.xls>